

PATRICK NICOLET

Directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini

Virginie ROBERT

Monsieur Nicolet, vous allez parler de géopolitique et de données numériques. Tout cela, vous l'avez sûrement remarqué, est quelque peu intrusif, car si, selon François, nous avons des capteurs dans notre corps et si vous cartographiez nos émotions, cela ne nous laisse pas beaucoup d'espace de liberté.

Patrick NICOLET

Je me concentrerai sur l'importance géopolitique des données numériques, en commençant par quelques chiffres : la production de données a explosé et devrait être multipliée par 20 entre 2015 et 2025, la majorité étant générée par des machines et non par des interactions humaines. Notons également que le volume d'échange transfrontalier de données a été multiplié par 45 entre 2005 et 2014, et l'infrastructure supportant tout cela, le cloud computing, qui couvrirait moins de 30 % des données mondiales en 2010, devrait en couvrir plus de 50 % d'ici 2025. D'un point de vue géopolitique, il convient de noter que la majeure partie est contrôlée par des sociétés américaines et, plus récemment, par d'importants investisseurs chinois. Mais chaque grand pays ou groupe de pays élabore actuellement des stratégies et des priorités spécifiques en matière de données.

Malgré le manque de direction gouvernementale, les entreprises américaines ont été les premières à identifier le potentiel des données pour générer de la valeur. Par exemple, les géants du web - Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, si vous regardez leur capitalisation boursière et leur volume de CAPEX, ils peuvent réaliser des dépenses d'investissement à hauteur d'1 milliard de dollars par mois. Ce n'est pas seulement sur le cloud, mais aussi sur les logiciels, le matériel et tous les services qu'ils développent.

La Chine considère les données davantage comme une source de puissance que comme une source de richesse. Un bon exemple en est le système de crédit social qu'ils développent, en exploitant les données personnelles ainsi que des données issues de la communauté pour classer les citoyens, puis définir les services publics auxquels ils peuvent accéder, par exemple, obtenir un passeport pour quitter la région ou le pays.

En Russie, il existe des preuves convergentes selon lesquelles les données sont activement exploitées pour soutenir la stratégie du renseignement national, y compris l'ingérence lors des élections occidentales - bien qu'une attribution formelle n'ait pas été faite dans tous les cas.

L'Europe a donné une réponse sociale-démocrate classique à travers le règlement général sur la protection des données (RGPD), cherchant à gérer la schizophrénie des Européens qui, en tant que consommateurs, communiquent volontiers leurs données aux grands acteurs américains, sans aucune considération pour leur vie privée, tout en demandant une protection et le droit d'être oublié en tant que citoyen.

Nous constatons un net déséquilibre dans ce que nous faisons par rapport à l'importance des données, ce qui va fondamentalement influencer les relations géopolitiques. Je proposerais, dans un souci de pragmatisme, trois domaines sur lesquels nous pourrions nous concentrer. Le premier est la redéfinition de la confiance par la technologie. La confiance est fondamentale pour toutes les interactions humaines, que ce soit dans les affaires ou entre les États, et la technologie modifie fondamentalement la manière dont la confiance est gérée. Une partie de cette confiance est accordée à la technologie. Les citoyens font plus confiance à la technologie qu'à leur gouvernement : comment pouvons-nous laisser des étrangers dormir dans notre propre lit, simplement parce qu'une plateforme (Airbnb) nous dit qu'il n'y a pas de danger, alors que nous ne laisserions pas notre porte ouverte en faisant confiance à la police pour assurer la sécurité de notre domicile ? Comment créer un climat de confiance entre les pays lorsque les gens se méfient de leur propre gouvernement ?

Le deuxième sujet concerne l'éthique. C'est une préoccupation fondamentale face au développement de l'Intelligence Artificielle (IA), et je ne parle même pas d'autres tendances transgressives telles que le transhumanisme. Comment se fait-il que nous ayons eu un vaste débat lorsque la biotechnologie est arrivée, et ici, probablement à cause d'un niveau d'abstraction trop élevé, nous n'avons aucun débat ? Cela amène des questions fondamentales quant à la façon de concevoir la technologie et les solutions futures.

Enfin, nous devons aborder la question de la gouvernance et je prendrai un exemple : la cybersécurité. Une guerre cybernétique est en cours en ce moment même. Toutes nos entreprises et nos sociétés sont actuellement attaquées et c'est quelque chose de nouveau, dans un contexte où il n'existe que très peu, ou pas, de réglementation et où nous devons nous protéger nous-mêmes. Cette situation a une incidence sur les coûts d'exploitation des entreprises ou de gestion des administrations. Il s'agit donc d'une taxe supplémentaire. Le conseiller juridique de Microsoft, Brad Smith, a lancé Tech Accord, une initiative visant à élaborer des règles d'engagement communes, une sorte de Convention de Genève du cyberspace.

Enfin, Capgemini a participé à une étude sur la stratégie géopolitique européenne en matière de données, conjointement avec l'Institut Français des Relations Internationales. Nous continuerons à travailler sur ce sujet, car c'est un sujet qui n'a pas reçu le niveau d'attention qu'il mérite. J'ai essayé d'expliquer les vastes implications qui sont déjà présentes et que nous ne voyons pas et auxquelles nous ne prêtons pas suffisamment attention, en particulier en Europe. Nos partenaires sont beaucoup plus conscients du pouvoir des données que nous le sommes, et nous devrions nous en rendre compte.

Virginie ROBERT

C'est un contraste très net avec le monde des villes intelligentes, où tout est prévu pour l'éco-durabilité et la croissance. Le monde que vous décrivez est beaucoup plus inquiétant.